

CONFLIT AU PROCHE-ORIENT

Villepin, à Beyrouth, appelle à " une trêve humanitaire immédiate "

Dominique de Villepin était hier à Beyrouth pour exprimer la " solidarité de la France " au peuple libanais, alors que commençaient les premières évacuations de Français en proie aux violents affrontements opposant Israël au Hezbollah.

Après un entretien avec son homologue libanais Fouad Siniora dans le centre de Beyrouth, Dominique de Villepin a appelé à « une trêve humanitaire immédiate » pour mettre fin aux « souffrances de la population civile ».

Le chef du gouvernement a prodigué ses encouragements aux passagers

Dominique de Villepin s'est rendu hier en visite éclair à Beyrouth pour exprimer la « solidarité de la France » au peuple libanais, alors que commençaient les premières évacuations de Français fuyant les violents affrontements entre Israël et le Hezbollah.

Dominique de Villepin s'est ensuite rendu au port sur le *Iera Petra*, le ferry affrété par la France pour évacuer ses ressortissants au Liban désireux de quitter le pays.



Dominique de Villepin est venu saluer les ressortissants français au départ pour Chypre.

Le navire devait appareiller de Beyrouth dans la soirée pour une première rotation vers Chypre, avec 1.250 personnes à bord, dont 800 Français (parmi lesquels 300 enfants), 400 ressortis-

sants européens et 50 Américains. Dans une visite éclair de moins de dix minutes, le chef du gouvernement a prodigué encouragements aux passagers et remerciements aux personnels

médical, diplomatique et militaire. Dominique de Villepin a été applaudi plusieurs fois par les passagers durant sa visite sur le quai et dans le ferry.

Dominique de Villepin avait quitté Paris dans la matinée en compagnie de Philippe Douste-Blazy, le ministre des Affaires étrangères. Il avait auparavant présidé une deuxième réunion de crise à Matignon avec le chef de la diplomatie française et le ministre de la Défense, Michèle Alliot-Marie.

Pièce maîtresse du dispositif d'évacuation

Son voyage éclair a été décidé à la demande du président de la République Jacques Chirac, qui l'a annoncé depuis Saint-Petersbourg (Russie) où il assistait au sommet du G8. A l'issue de ce sommet, Jacques Chirac a estimé que le rétablissement de la stabilité au sud Liban devrait nécessiter « quelques moyens de coercition » pour désarmer les milices sur place.

Le ferry *Iera Petra* est l'une des pièces maîtresses du dispositif d'évacuation des ressortissants français lancé samedi, qui comporte également d'important moyens militaires, mobilisant quelque 800 hommes. La frégate *Jean-de-Vienne* doit arriver sur zone mercredi matin, et le transport de chalands de débarquement Siroco jeudi. *Le Mistral*, un navire doté d'importantes capacités hospitalières, a été « mis sous alerte à 24 heures », a précisé le ministère de la Défense.

Deux hélicoptères EC 725, bourrés d'équipements d'auto-protection, et des avions de transport militaires sont également arrivés à Chypre, selon le ministère.

La visite du chef du gouvernement à Beyrouth est intervenue le jour-même où le Liban était frappé par de nouveaux raids israéliens en riposte aux tirs de roquettes du Hezbollah sur son territoire, tandis que de nouvelles roquettes étaient tirées par la milice chiite sur Israël.

Reportage

Un retour en Touraine au goût doux amer

1.250 passagers, dont une Tourangelle, ont embarqué sur le ferry « Iera Petra » affrété par la France. Une première évacuation réussie.

« Le plus dur nerveusement, c'est pour les enfants », témoigne Héloïse, candidate au rapatriement. Cette Tourangelle, venue au Liban en stage, repart accompagnée d'une petite fille, celle de proches, que la guerre arrache à ses parents. « Mes amis travaillent au consulat, et, pour l'instant, il n'est pas prévu d'évacuer le personnel, donc ils attendent leur tour. » Parmi la longue file des ressortissants français qui patientent dans la cour du lycée français de Beyrouth, les enfants sont nombreux. Plusieurs d'entre eux laissent leurs parents dans un pays du Cèdre ensanglanté, et un garçon de quinze ans n'arrive pas à retenir ses larmes malgré le réconfort que tente de lui appor-



800 ressortissants français ont embarqué sur le ferry « Iera Petra », direction Chypre.

ter un membre de l'organisation. Les nerfs sont mis à rude épreuve et, lorsqu'une déflagration se fait entendre, le stress monte d'un

cran. « Nous n'avons pas eu de blessés encore, explique un secouriste de la Croix-Rouge, mais les gens cra-

quent ou se fâchent, et on leur apporte surtout un soutien psychologique. » Pour le docteur Halawani, déjà au rendez-vous en 1982, « le plus dur sera dans les prochains jours, lors du rapatriement des Français du Sud-Liban ». « Les routes sont impraticables, dangereuses et on est en train de demander l'aide de l'armée libanaise », explique le colonel Vogelsinger, responsable de la logistique. Pour encadrer ces candidats au départ, une cinquantaine de personnes sont mobilisées et une escorte de 120 gendarmes libanais protège les navettes.

Estampillés d'un tampon sur le bras, les ressortissants gagnent cinq bus affrétés par les autorités, jusqu'au port de la ville. Enfin, après une journée d'attente dans la chaleur étouffante, les passagers rejoignent le *Iera Petra*, le ferry arrive de Grèce, qui les mènera jusqu'à Chypre.

« On en a pour dix heures de

route », annonce Coralie, maman de trois enfants, prête à tout pour quitter ce pays où elle assure avoir vu depuis sa fenêtre près de l'aéroport, « l'explosion d'une bombe à phosphore, créant un vrai feu d'artifice ». Ces armes interdites semblent être utilisées par les Israéliens, comme l'ont dénoncé le ministre de l'Information, Ghazi Aridi, et le président de la République, Emile Lahoud.

Heureux de quitter un enfer

Heureux de quitter un enfer, ou déchirés par le sentiment d'un exil forcé, puisque de nombreux ressortissants sont franco-libanais, le premier convoi de 1.250 passagers accueille avec chaleur le Premier ministre Dominique de Villepin, et le ministre des Affaires étrangères Philippe Douste-Blazy, lors de leur arrivée à 19 h 30. Les acclamations fusent, et l'attachement des

Libanais pour la France se ressent. « Sa présence fait chaud au cœur, surtout face au manque de soutien de la communauté internationale », confie une franco-libanaise. Le sentiment général qui prédomine est effectivement celui d'être abandonné seul face à son sort, et la peur gagne du terrain.

« Pas moins de 8.300 personnes ont contacté l'ambassade pour une demande d'aide au départ », comptabilise le colonel Vogelsinger, qui sait que le rapatriement sera encore long. Aujourd'hui, le transport de chalands de débarquement *Sirocco* est attendu, pouvant embarquer 2.500 passagers à son bord.

Ce lundi soir, le bateau tarde à partir et ne respecte pas l'horaire fixé à 20 h, mais plus rien ne peut troubler ce nouveau sentiment d'apaisement qui se peint sur les visages.

Émilie DE WELLE

ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

Pascal Clément en visite dans la Vienne aujourd'hui

De notre rédaction de Poitiers

Le garde des Sceaux, ministre de la Justice, Pascal Clément, est aujourd'hui mardi en visite dans la Vienne. Il doit notamment se rendre à Vivonne, sur le site d'un futur centre pénitentiaire.

Un établissement de 600 places dont l'ouverture est annoncée pour 2009. Interrogé par la NR, Pascal Clément a, d'une part, mesuré l'aspect économique de ce dossier - 49 millions d'euros de budget, 300.000 heures de travail sur 23 mois et 200 professionnels tous corps de métiers concernés - et, d'autre part, l'aspect hu-

main : « On manque de places de prison, mais il ne s'agit pas de faire des places de prison pour augmenter le nombre de détenus, a-t-il déclaré à la NR. L'objectif est d'avoir une prison digne d'un pays humaniste. »

Le futur centre de Vivonne, à quelques kilomètres de Poitiers, se composera d'une maison d'arrêt pour hommes de 240 places, un centre de détention hommes de 240 places également, une maison d'arrêt femmes et un quartier mineurs de 15 places chacun, un quartier d'accueil de 30 places et un service médico-psychologique régional de 30 places.

JUSTICE

Discrimination à l'embauche : une patronne condamnée

La patronne d'un salon de coiffure de Loire-Atlantique a été condamnée hier à Nantes à 3.000 € d'amende, dont 1.500 avec sursis, pour discrimination à l'embauche envers une coiffeuse d'origine haïtienne, un nouveau succès du « testing » salué par SOS Racisme.

A la recherche d'un emploi, Clairmise Valton, une Française d'origine haïtienne de 27 ans, s'était présentée en novembre 2005 à Châteaubriant (Loire-Atlantique) au salon de coiffure de Huguette Rivaud, 55 ans, qui lui avait alors assuré ne pas chercher d'employé. Le lendemain, l'ANPE contacte la

plaignante, titulaire d'un CAP de coiffure, lui signalant une offre d'emploi dans ce même salon pour la période des fêtes en remplacement d'un congé maladie. Clairmise Valton appelle alors la patronne et signale qu'elle est passée la veille au salon. Mme Rivaud lui répète qu'elle « ne cherche personne ». Recourant à la méthode du « testing » ou « test de discrimination », la jeune femme fait intervenir une amie qui appelle à son tour, se fait passer pour une coiffeuse ayant le même curriculum vitae qu'elle. Mme Rivaud lui propose de venir déposer son CV.

MÉTÉO

Chaleur jusqu'à jeudi, accalmie ensuite

Alors qu'une baisse est annoncée pour jeudi, les températures caracolent largement au-dessus des 30 °C. Les régions Centre, Pays de la Loire et Poitou-Charentes sont en vigilance orange. Chez les personnes âgées, la prévention fonctionne bien mais on dénonce le manque d'effectifs en établissements.

Le sujet de conversation du moment ? Mais la chaleur bien sûr, celle dont tout le monde parle et qui donne soif rien que d'en parler à répétition. Dans l'Ouest et le Centre-Ouest, les régions Pays de la Loire, Centre et Poitou-Charentes sont désormais classées en vigilance orange - le niveau 3 sur une échelle de 4 des phénomènes météorologiques dangereux - par Météo France, tout comme les régions Aquitaine ou Provence-Alpes-Côte d'Azur (*lire la NR d'hier*). Dans les départements concernés, on estime en effet qu'il existe un risque sanitaire lié à la canicule à partir du moment où, rappe-lons-le, les repères d'alerte maximale (35 °C le jour, 20 °C la nuit) sont atteints cinq jours de suite.

Les 35° dépassés dans l'Ouest

Ce phénomène de forte chaleur n'est toutefois pas inhabituel en cette saison, comme on le signalait hier Météo France. Toutefois, précisait-on, « son intensité justifie une vigilance toute particulière ». « On a le sentiment de retrouver la canicule de 2003 », déclarait hier sur *Europe 1* le maire de Blois, Nicolas Perruchot, député UDF du Loir-et-Cher, département situé « dans une cuvette où la chaleur



Dans les maisons de retraite, comme ici à Poitiers, la vigilance est au maximum.

(Photo NR, Patrick Lavaud).

stagne ». Pour les personnes âgées, vulnérables et isolées, précisait-il encore « on a mis en place, depuis quelques années, une opération qui consiste à leur porter chaque jour à domicile des bouteilles d'eau ».

Si en Indre-et-Loire, les 35 °C n'ont pas été atteints hier, ils ont été dépassés dans l'Indre, le Cher, les Charentes, les Deux-Sèvres et la Vienne, la Vendée et la Loire-Atlantique...

L'information circule bien

Dans les maisons de retraite, on pointe du doigt le manque d'effectifs chronique. Le président de l'association des directeurs d'établissements

d'hébergement pour personnes âgées (Adehpap), Pascal Champvert, remarquait hier : « Il faut du personnel et de ce point de vue, les choses ont très peu évolué... On a deux fois moins de personnels que nos voisins allemands, autrichiens ou hollandais et trois fois moins que les Suisses, les Suédois ou les Danois ». En revanche, il reconnaît que « l'information sur la canicule fonctionne bien, les alertes Météo France sont écoutées, tout cela est maintenant bien rodé dans notre pays ».

Même constat de Patrick Peloux, président de l'association des médecins urgentistes hospitaliers

de France (Amuhf) et porte-parole majeur lors de la canicule de 2003. « Les campagnes de prévention portent un peu plus leurs fruits que les autres années, déclarait-il hier, donc nous ne sommes pas dans le même schéma qu'en 2003 puisque la prévention fonctionne ». L'urgentiste dénonce toutefois le manque d'information pour les travailleurs de force et les sans domicile fixe, et, bien sûr, les « situations tendues » dans les services d'urgence, ainsi que « les difficultés considérables pour trouver des lits pour les malades », particulièrement en Ile-de-France.

Laurent BERTAGNOLIO

SANTÉ

Les Français consomment le plus de médicaments

En tête en Europe pour la consommation de médicaments par habitant, devant l'Allemagne et le Royaume-Uni, la France accuse un certain retard dans la pénétration des génériques, selon une étude comparative de la direction des études des ministères de la Santé et de l'Emploi (Drees), portant sur 2004.

Cette étude, publiée hier, a considéré les ventes de médicaments aux officines dans les « cinq plus importants marchés européens » (Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Espagne) : il en ressort que la France enregistre les ventes de médicaments par habitant les plus élevées, soit 284 € par habitant, devant l'Allemagne (244 €), 200 € au Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne, pour une moyenne de 210 €.

La Drees estime que cette supériorité de la France est due « principalement à la consommation d'un nombre d'unités standards nettement supérieure à celles des autres pays, de l'ordre de 1.500 unités (comprimés) par habitant, soit autour de 40 % de plus que la moyenne (989) ».

Le générique a toutefois fortement augmenté en France dans le sillage de la réforme de l'Assurance maladie (en 2005 : 14,60 % du nombre de boîtes de médicaments, 8,60 % du montant des remboursements de médicaments).

Dans les cinq pays étudiés, les médicaments traitant l'appareil cardiovasculaire forment la part de marché la plus importante, environ un quart du chiffre d'affaires des ventes des officines.

24 HEURES

Airbus présente son A350 XWB pour concurrencer Boeing



L'A 350 nouvelle version est doté d'un fuselage entièrement nouveau.

(AFP)

Airbus a dévoilé hier, au Salon aéronautique de Farnborough, la nouvelle version élargie de son long-courrier A350 baptisée XWB, un projet de 10 milliards de dollars censé l'aider à regagner du terrain face à l'américain Boeing, qui a répliqué avec de nouvelles commandes. Le nouveau PDG d'Airbus Christian

Streiff, dont c'était la première apparition publique depuis son entrée en fonctions début juillet, a indiqué qu'il solliciterait « dans les tout premiers jours d'octobre »

le feu vert de ses actionnaires, EADS (80 %) et BAE Systems (20 %) pour le lancement industriel du programme remodelé. « Dans la situation critique que traverse Airbus, nous avons besoin d'agir vite, mais pas dans la précipitation », a-t-il fait valoir pour justifier ce délai.

La compagnie aérienne indienne à bas coût GoAir a commandé hier dix Airbus A 320, pour un montant estimé à 670 millions de dollars, et a pris une option pour dix autres.

LE LION-D'ANGERS

Chute mortelle d'une femme jockey en course

Une femme jockey a succombé hier à des blessures reçues lors d'une course de galop disputée dimanche sur l'hippodrome du Lion-d'Angers (Maine-et-Loire). Nathanaëlle Artu, fille d'un entraîneur de chevaux, est morte le jour de ses 22 ans après avoir été hospitalisée dans le coma à Angers. La jeune femme, professionnelle depuis le début de l'année, avait été prise dans une quadruple chute dans une course de galop sur le plat.

BLOIS

Un Tchèque tué en gare par un train

Un jeune touriste tchèque a été mortellement blessé hier en gare de Blois par une motrice alors qu'il descendait de son train du mauvais côté. Richard Opava, 25 ans, a succombé peu après l'arrivée des secours.

Il faisait partie d'un groupe de six jeunes vacanciers qui avait pris le train à Tours. Alors que ses camarades se préparaient à descendre en gare de Blois, le jeune Tchèque a ouvert la porte donnant sur la voie au moment où survenait une motrice qui n'a pu l'éviter.

LOIR-ET-CHER

Près de 29 hectares partis en fumée

Les feux de récolte se sont multipliés ce week-end dans le nord du Loir-et-Cher. Dès samedi 0 h 30, ce sont plus de 1.000 mètres carrés qui sont partis en fumée, à Mazangé. Puis, vers 12 h, les flammes ont emporté 5 hectares de récolte à Fontaine-les-Coteaux. Quelques minutes après, au Temple, un violent incendie a ravagé 8 hectares de blé et de chaume. A 15 h, à Chavigny-du-Perche, plus de 3 hectares de chaume et de récolte sur pied ont brûlé. Enfin, dimanche vers 14 h 30, plus de 20 hectares de récolte sont partis en fumée à Houssay.

SARTHE

133 emplois menacés chez Harman - Becker

Plus de 130 salariés de l'équipementier automobile Harman - Becker Automotive Systems, filiale de l'Américain Harman International Industries, vont être licenciés sur le site de Château-du-Loir (Sarthe), a révélé hier la secrétaire du CE. « Le plan sera examiné fin août, début septembre. »

Le site de Château-du-Loir, qui emploie 490 salariés, est spécialisé dans la fabrication de haut-parleurs pour le secteur automobile.

Les frais d'inscription " illégaux " des universités épinglés par l'Unef

L'Unef a dressé, hier, une liste noire, des universités pratiquant, selon ce syndicat étudiant, « des frais illégaux d'inscription » pour l'année 2006-2007 comme « à l'université d'Aix-Marseille III, où ils grimpent jusqu'à 3.500 € ».

Ce « palmarès 2006 des universités hors-la-loi » est le deuxième publié par ce syndicat. En médiatisant l'existence des frais illégaux en 2005, l'Unef avait poussé le ministre de l'Éducation Gilles de Robien à condamner lui-

même ces frais supplémentaires. « Le ministre de l'Éducation n'a pas respecté ses engagements et de nouveaux établissements ont grossi les rangs des universités hors-la-loi », s'est indignée l'Unef.

Selon un recensement du syndicat étudiant dans les 84 facs françaises et qui a entraîné la rédaction de cette « liste noire », « 62 % des universités (contre 60 % l'an passé) sont aujourd'hui dans l'illégalité ».